Eric Besson : «La France est ouverte et généreuse.»

23/11/2009 à 8h08

Eric Besson, ministre de l'*Immigration et de l'Identité nationale*, veut se démarquer de la gauche en matière d'immigration. Une différence sur la forme mais pas sur le fond. Il répond aux questions du *Journal du Dimanche*. Extraits de l'entretien.

(…) Il n'y a pas d'Europe forteresse. La France accueille 200 000 étrangers par an au titre du long séjour. ***Nous sommes le pays qui accueille le plus de réfugiés politiques en Europe. Et nous accordons la nationalité française à 110 000 personnes par an. La France est ouverte et généreuse.***

Q. Parce que nous y avons intérêt…

De quel point de vue? ***Intérêt au brassage et à l'ouverture, oui. Droit au regroupement familial, oui. Besoin démographique, non.*** *La France n'a pas de raison quantitative d'encourager l'immigration. Mais par exemple en accueillant des étudiants,* ***nous décidons de contribuer à l'éclosion d'élites mondiales,*** *et à notre propre rayonnement. Je tiens à l'immigration légale. Ceux qui font profession de défendre les "sans papiers" devraient s'intéresser aussi aux étrangers en situation régulière, touchés à hauteur de 26% par le chômage, en butte parfois à des discriminations…*

Q. Vous allez accentuer la lutte contre les discriminations?

Oui il faut renforcer la lutte contre les discriminations. Et adopter des mesures positives. ***Nous défendons le "label diversité" dans les entreprises, l'expérimentation du cv anonyme…***

Q. Faut-il favoriser l'emploi des étrangers en situation

régulière?

Pas de "discrimination positive". Mais il faut viser l'égalité réelle pour les étrangers en situation légale. ***Il n'y a pas de raison pour que ceux-ci soient moins employés que les français.*** *C'est aussi un élément du débat sur l'identité. C'est l'idée qu'on se fait de soi-même. J'organise des diners citoyens avec des français d'origine étrangère ; ils sont les preuves de l'intégration… Mais l'honnêteté exige de reconnaitre qu'on a aussi des échecs patents.*

Q. Par la faute de la crise économique, des discriminations?

Oui, mais pas seulement. Vivre ensemble, suppose des efforts des deux côtés. Et le rôle de l'Etat est de garantir les règles. Le président du CRAN Patrick Lozes dit à juste titre que "rien ne ressemble plus à un étranger régulier qu'un étranger irrégulier" (…)

Source : JDD